

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4102 - JEUDI 14 OCTOBRE 2021

MÉTÉOROLOGIE ET NORMALISATION

Peu d'avancées
en RDC

La commémoration de la Journée mondiale de la normalisation n'a pas fait de vague en République démocratique du Congo ce 14 octobre. Son but ultime est de réveiller la conscience collective sur l'importance des activités de normalisation tant pour l'économie mondiale que nationale, ainsi que de promouvoir son rôle dans les activités des entreprises, des industries et des consommateurs.

Pour le cas de la RDC, il ressort que les réformes de la pratique rationnelle des activités de normalisation dans ce pays restent un élément-clé pour atteindre les objectifs d'intégration économique et de développement durable.

Page 2

COOPÉRATION

Le gouvernement a
acheté 27 300 tonnes
de chinchards
à la Namibie

Le gouvernement de la RDC a payé 85,7 millions de dollars namubiens (environ 5,8 millions de dollars américains) pour pêcher et acquérir 27.300 tonnes de chinchards, indique le journal « The Namibian ». Objectif : permettre la réduction de prix des surgelés et stabiliser les prix des chinchards sur le marché.

Le lot acquis par la RDC faisait partie du reliquat de la cargaison mise aux enchères en mai dernier et qui n'a pas trouvé preneur auprès de l'industrie locale namibienne. Rappelons que la RDC est le plus grand marché pour le chinchard namibien et environ 90% d'exportation des chinchards lui sont destinés.

Page 3

GLOBAL BUSINESS FORUM AFRICA

Un plaidoyer en faveur
des investissements émiratis en RDC

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a, au cours de ce Global Business Forum Africa, interagi sur les opportunités d'affaires avec Mme Reem Al Hashimy, ministre d'État émiratis chargé de la

Coopération internationale et directeur général d'Expo Dubaï 2020.

Dans un oral tenu auparavant, le chef de l'Etat congolais a invité les pays émergents dont les Emirats arabes unis à s'associer à la grande œuvre de

modernisation d'un des plus importants pays du continent africain et à venir apporter leur pierre à l'édifice de reconstruction auquel s'emploie la RDC.

Page 2

SECTEUR PHARMACEUTIQUE

Les desiderata de la profession des
pharmaciens portés à la connaissance
de la vice-ministre de la Santé

La problématique des médicaments contrefaits en circulation et l'illégalité dans le processus d'autorisation pour l'ouverture des officines pharmaceutiques en RDC ont fait l'objet d'un entretien entre la vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention et la nouvelle équipe dirigeante du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens de la RDC (CNOP), le 13 octobre, à l'Hôtel du gouvernement.

L'occasion était également propice pour la corporation d'exprimer ses desiderata auprès de la vice-ministre de la Santé par rapport à la confusion que certaines autorités, sans qualité, font en autorisant abusivement l'ouverture des pharmacies à des tierces personnes.



Page 3

GLOBAL BUSINESS FORUM AFRICA

Un plaidoyer en faveur des investissements émiratis en RDC

« Connecter les esprits, construire le futur », tel est le thème principal de l'Expo Dubai 2020 reportée à ce mois d'octobre à cause de la pandémie à coronavirus.



Félix Tshisekedi au Global business forum Africa à Dubaï

Au cours de ce Global business forum Africa, un des événements-phare de la manifestation, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo, a interagi sur les opportunités d'affaires avec Reem Al Hashimy, ministre d'État émiratis en charge de la Coopération internationale et directeur général d'Expo Dubai 2020.

Dans un oral tenu auparavant, en présence du Prince héritier de Dubaï Hamdan Al Maktoum, le président de la République, en véritable défenseur de l'Afrique, a mis en exergue la dimension semi continentale de la République démocratique du Congo (RDC), du bassin du Congo et le rôle majeur que le Congo peut jouer pour faire de l'Afrique la référence du monde. A ce sujet, Félix Tshisekedi a indiqué que la RDC envisage de lancer un vaste programme de reconstruction et de modernisation afin de créer les conditions attrayantes aux nouveaux investissements. Aussi, saisissant

l'opportunité qu'offre la tenue de l'Expo Dubai 2020, le pays sollicite des différents partenaires présents un accompagnement technique et financier en vue de renforcer les capacités humaines et institutionnelles de la nouvelle structure de promotion des exportations de la RDC afin de stimuler l'économie congolaise et d'assurer la diversification de ses exportations. Et dans la perspective de l'intégration économique africaine, avec la mise en œuvre de la zone de libre échange continentale africaine, a ajouté Félix Tshisekedi, « cet accompagnement permettra également d'assurer la participation de la RDC de façon active au commerce continental et mondial ». Le chef de l'Etat a, par ailleurs, préconisé des échanges entre les deux grands Etats et a mis aussi en avant les efforts menés par la RDC pour le réveil de l'Afrique. Il a invité les pays émergents dont les Emirats arabes unis à s'associer à « cette grande œuvre de

modernisation d'un des plus importants pays du continent africain et à venir apporter leur pierre à ce grand édifice de reconstruction » qu'est en train de bâtir la RDC.

Le président de la République, qui s'est fait accompagner par les membres du gouvernement et la délégation de la Fédération des entreprises du Congo, a procédé, juste après son intervention au Global business forum, à la visite des stands jusqu'au pavillon où les entreprises du Congo exposent durant cet événement. Ici, des entreprises et PME congolaises ont fait leur marketing. C'est la première exposition universelle organisée dans la région du Moyen Orient, Afrique et Asie du sud. Elle marque le cinquantième anniversaire de la fondation des Emirats Arabes Unis. Expo Dubai 2020 est un espace de partage d'une vision durable du développement de la planète au service des générations actuelles et futures.

Alain Diasso

MÉTROLOGIE ET NORMALISATION

Peu d'avancées en RDC

La commémoration de la Journée mondiale de la normalisation n'a pas fait de vague en République démocratique du Congo (RDC), le 14 octobre. Son but ultime est de réveiller la conscience collective sur l'importance des activités de normalisation tant pour l'économie mondiale que nationale, ainsi que de promouvoir son rôle dans les activités des entreprises, des industries et des consommateurs.

Pour cette année, le thème retenu est « Une vision commune pour un monde meilleur ». Comme toujours, les grands organismes internationaux de normalisation, notamment l'Organisation internationale de normalisation, l'Union internationale des télécommunications et la Commission électrotechnique internationale, profitent de cette journée pour sensibiliser le monde à l'enjeu crucial de cette matière. Le thème de cette année a un rapport direct avec les objectifs de développement durable (ODD) qui bataillent pour l'atténuation des inégalités sociales, le développement d'une économie durable et le frein aux changements climatiques. Pour atteindre les objectifs précités, il faut la contribution des normes internationales et l'évaluation de la conformité. En d'autres termes, les normes internationales constituent un atout non négligeable dans la réalisation des ODD. Mieux, même dans une lutte acharnée comme celle engagée contre le coronavirus, les normes internationales permettent de renforcer les sociétés face à la crise sanitaire.

Le Congo démocratique : mauvais élève ?

Pour le cas de la RDC, il existe actuellement un millier de normes nationales tirées en grande majorité des organismes internationaux et régionaux de normalisation. Comme l'explique l'Association pour la promotion de la métrologie et la normalisation en RDC (Apromen), le système de la normalisation, dans son ensemble, est fondé sur la collaboration. « Il permet de travailler main dans la main pour donner aux individus les moyens d'aborder de front les défis de la durabilité avec des solutions concrètes », insiste Bertin Ntumba, le président de l'Apromen.

Mais quelle est exactement la situation du pays ? Bertin Ntumba note, parmi les défis majeurs, une législation à adapter aux principes modernes guidant les pratiques normatives et susceptibles de mieux appuyer l'atteinte des résultats des ODD. Il ajoute aussi une pratique éparse et très faible, ainsi que l'existence d'une proposition de loi relative à la métrologie et à la normalisation adoptée au Sénat faisant l'objet d'une commission paritaire Sénat-Assemblée nationale depuis 2014.

Toutes ces faiblesses expliquent la faible intégration nationale, régionale et internationale de la RDC. A cela, il y a également une réelle difficulté à exporter des matières premières à haute valeur ajoutée, ainsi que la difficulté à diversifier et à rendre plus compétitifs les produits et services locaux. Pour mettre au point un système normatif répondant aux enjeux nouveaux d'un pays en quête d'émergence, l'Apromen fait des recommandations, notamment l'intensification des campagnes de sensibilisation, de formation et de plaidoyer. Par ailleurs, selon elle, il s'impose aussi l'urgence d'activer la mise en place d'un cadre légal et réglementaire cohérent dans une démarche inclusive. En définitive, les réformes de la pratique rationnelle des activités de normalisation en RDC restent un élément-clé pour atteindre les objectifs d'intégration économique et de développement durable.

Laurent Essolomwa

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerprat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SANTÉ

Les desiderata des pharmaciens portés à la connaissance de la vice-ministre

La problématique des médicaments contrefaits en circulation et l'illégalité dans le processus d'autorisation des officines pharmaceutiques en République démocratique du Congo (RDC) ont fait l'objet d'un entretien entre la vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Véronique Kilumba Nkulu, et la nouvelle équipe dirigeante du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens de la RDC (CNOP), le 13 octobre, à l'Hôtel du gouvernement.

Conduit par son président, le pharmacien Panzu Glory, le nouveau Conseil des pharmaciens de la RDC est venu présenter ses civilités et signifier à l'autorité de tutelle la mission que l'Etat congolais lui a confiée, à savoir défendre l'honneur de la profession.

L'occasion était également propice pour la corporation d'exprimer ses desiderata auprès de la vice-ministre de la Santé par rapport à la confusion que certaines autorités entretiennent, en autorisant abusivement l'ouverture de pharmacies aux tierces personnes. « Nous avons fait un constat amer que le ministère de l'Intérieur, à travers ses services, s'est substitué au ministère de la Santé en autorisant l'ouverture des pharmacies à travers la RDC. Il ne faudrait pas qu'une autorité incompétente puisse s'immiscer dans les affaires de la santé », a fustigé le président du CNOP.

A en croire le pharmacien Panzu, le texte définit clairement que seul le ministre de la Santé a dans ses attributions la compétence



La vice-ministre de la Santé et les pharmaciens

d'autoriser l'ouverture d'une pharmacie sur le sol congolais. « Tout le monde doit se conformer; à l'exception de personne. A part le ministère de la Santé, tous ceux qui accordent des documents d'ouverture aux tenants des officines sont dans l'illégalité et sont en position d'infraction. Ils ont ni qualité ni compétence d'attribuer l'autorisation. Il s'agit d'un exercice frauduleux et de l'atteinte à la sûreté de l'Etat. Voilà ce que nous avons expliqué à la vice-ministre de la Santé. Ces services parallèles bafouent l'autorité que le président de la République a établi par ordonnance pour faire ce travail », a-t-il déclaré.

Le nouveau bureau du Conseil des pharmaciens a rassuré le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention de son accompagnement pour l'aider à atteindre son objectif de garantir la santé de la population par des décisions qui seront prises très prochainement.

Blandine Lusimana

COOPÉRATION

La RDC a acheté 27 300 tonnes de poissons chinchards à la Namibie

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a payé 85,7 millions de dollars namibiens (environ 5,8 millions de dollars américains) pour pêcher et acquérir 27 300 tonnes de chinchards, indique le journal «The Namibian». Objectif : permettre la réduction de prix des surgelés et stabiliser les prix des chinchards sur le marché.

Le lot acquis par la RDC faisait partie du reliquat de la cargaison mise aux enchères en mai et qui n'a pas trouvé preneur auprès de l'industrie locale namibienne. Le porte-parole du ministère des Finances namibien, Tonateni Shidhudhu, l'a confirmé à «The Namibian», le 12 octobre, indique le journal. « Le ministre de la Pêche et des Ressources marines a, en vertu de l'article 33 de la loi maritime de 2000, accordé au gouvernement de la RDC le droit d'acquérir le quota de chinchards alloué pour la période 2021, du 11 octobre 2021 au 31 décembre 2021 », a-t-il déclaré.

La RDC, rappelle-t-on, a effectué le paiement après avoir manqué la date limite du 30 septembre. Le paiement du montant devait être effectué sur le compte bancaire de l'Etat namibien au plus tard le 30 septembre à 10 heures, avait déclaré le directeur exécutif des finances namibien par intérim, François Brand. La lettre de facturation montre que la RDC avait effectué sa demande d'achat du quota le 9 septembre, par l'intermédiaire du ministère namibien des Relations interna-

tionales et de la Coopération. Le ministre de l'économie de la RDC, Jean-Marie Kalumba Yuma, qui a été en mission en Namibie fin septembre, avait remis un chèque symbolique de 86 millions de dollars namibiens au ministre de la Pêche et des Ressources marines de la Namibie, Derek Klazen, pour montrer son engagement à acquérir les poissons. Pour sa part, la directrice exécutive de la Pêche de la Namibia, Anneli Haiiphene, avait précisé que le poisson sera pêché par des navires battant pavillon namibien et que le gouvernement congolais devait négocier directement avec l'industrie namibienne de la pêche. « Le ministère n'a aucun rôle à jouer dans ce domaine. Nous ne faisons que les aider car nous constatons que la saison de pêche touche à sa fin », avait-elle déclaré.

Deux mois et demi avant la fermeture de la saison de pêche

L'industrie de la pêche a remis en question le traitement préférentiel accordé à la RDC, qui est en dehors des règles et règle-



Une caisse de poissons chinchard/DR

ments de la vente aux enchères, indique «The Namibian», précisant que les experts du secteur s'interrogent sur cette vente, car il reste deux mois et demi avant la fermeture de la saison de pêche du chinchard, le 31 décembre. «Il s'agit d'environ 11 000 tonnes qu'ils doivent pêcher par mois, ce qui signifie environ cinq navires si chaque navire capture 2 200 tonnes par mois, ce que la plupart des navires ont la capacité de faire. Ensuite, il y en a quelques-uns qui ont une capacité d'en-

viron 3 000 à 3 500 tonnes par mois», ont déclaré les experts. Selon l'exigence légale, rappelle-t-on, les poissons doivent être pêchés par un navire de pêche possédant une licence et ces navires doivent être exploités par au moins 90 % de Namibiens. Le ministre namibien peut également imposer d'autres conditions, qu'il peut déterminer. Selon «The Namibian», si le quota de poissons de la RDC n'est pas pêché d'ici à la fin de la saison, les experts soupçonnent le gouvernement

namibien de vouloir laisser la RDC pêcher le reste l'année prochaine, ce qui est illégal.

La RDC, le plus grand marché du chinchard namibien

L'attention se porte maintenant sur la manière dont la RDC va s'organiser et passer des accords avec les opérateurs de navires pour capturer le quota dans un délai aussi court, indique le journal namibien. Le pays est le plus grand marché pour le chinchard namibien et environ 90% d'exportation des chinchards lui sont destinés. En vue de permettre la réduction de prix des surgelés, le gouvernement congolais avait négocié l'achat en Namibie de 27 300 tonnes de chinchards, pour notamment de stabiliser les prix des chinchards sur le marché, en attendant que la RDC ne puisse développer son propre secteur de la pêche.

Le secteur de la pêche est l'un des principaux contributeurs au produit intérieur brut de la Namibie avec des recettes d'exportation d'environ 783 millions de dollars par an.

Patrick Ndungidi

COOPÉRATION

Les Émirats arabes unis décident d'investir au Congo

Dans le cadre d'un séjour de travail aux Émirats arabes unis, le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a échangé, le 13 octobre, avec Son Altesse le prince héritier d'Abu Dhabi, le Sheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyane, ainsi qu'avec plusieurs hommes d'affaires et de hautes personnalités politiques.

Le communiqué conjoint publié à l'issue de la rencontre indique que les deux personnalités ont évoqué « la feuille de route vers l'établissement d'un partenariat stratégique, qui offrira le cadre de la relation bilatérale entre les deux pays ». Le partenariat comprendra les volets politique, sécuritaire, économique et financier.

Il couvrira ainsi de nombreux projets dans lesquels les Émirats arabes unis ont décidé d'investir en République du Congo.

Par ailleurs, les deux pays sont convenus également d'intensifier leurs relations politiques, en se concertant sur les questions de paix et de sécurité, ainsi que sur les grands défis globaux que représentent la lutte

contre le changement climatique et le respect de la biodiversité.

Dans l'esprit des travaux à venir de la COP 26 qui se tiendra en novembre prochain à Glasgow, en Écosse, Denis Sassou N'Guesso et Sheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyane ont décidé « de prendre l'initiative d'une contribution concrète » à la lutte mon-

diale contre le changement climatique, en mettant au point un grand projet d'accès de la population congolaise à l'électricité, à travers des chantiers de génération d'énergie au gaz à zéro émission de CO₂, et d'énergie renouvelable.

Les Émirats arabes unis et le Congo ont aussi décidé de mettre en place un « ambitieux » agenda de projets

d'investissements dans les principaux secteurs économiques congolais, en particulier dans l'agro-industrie, l'exploitation des mines et la construction de l'extension du port autonome de Pointe-Noire. Durant son séjour de travail, le chef de l'Etat congolais a également visité la Grande mosquée Cheikh Zayed.

Yvette Reine Nzaba

LIBYE

L'ONU présente des preuves accablantes de crime de guerre et contre l'humanité

Une mission d'enquête d'experts des Nations unies fait état, dans un rapport, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ainsi que de la situation des prisons dans le pays.

Le rapport accuse la Libye de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et déplore la situation des prisons, où sont enfermés de nombreux migrants depuis 2016. Une liste confidentielle d'individus et groupes responsables des violations, des abus et des crimes a été dressée. La mission a pu rassembler de centaines de documents, interviewé cent cinquante personnes et mené des enquêtes en Libye, en Tunisie et en Italie. « Les civils ont payé un lourd tribut » aux violences qui déchirent la Libye depuis cinq ans, notamment en raison des attaques contre des écoles ou des hôpitaux, et des raids aériens qui ont tué des dizaines de familles, souligne le rapport. Les migrants, qui tentent de trouver un passage vers l'Europe en Libye, sont soumis à toutes sortes de violences dans les centres de détention et du fait des trafiquants. « Notre enquête montre que les agressions contre les migrants sont commises à une large échelle par des acteurs étatiques et non étatiques, avec un haut degré d'organisation et avec les encour-

agements de l'État - autant d'aspects qui laissent à penser qu'il s'agit de crimes contre l'humanité », ont souligné les enquêteurs.

Les experts font également état de la situation dramatique dans les prisons libyennes, où les détenus sont parfois torturés et les familles privées de visite, la détention arbitraire dans des prisons secrètes ainsi que des conditions insupportables utilisées par l'État et les milices. « La violence est utilisée à une telle échelle dans les prisons libyennes et à un tel degré d'organisation que cela peut aussi potentiellement constituer un crime contre l'humanité », a souligné l'un des experts, Tracy Robinson. L'Organisation des Nations unies (ONU) demande une enquête indépendante sur certaines allégations de meurtres, la libération de tous les migrants et demandeurs d'asile détenus arbitrairement, la cessation des raids sur leurs campements et la cessation de leur expulsion. Ces opérations se sont aussi traduites par « des expulsions de personnes vers des pays d'Afrique sub-



Une voiture détruite par un bombardement dans un quartier résidentiel de Tripoli, le 9 mai 2020. (Mahmud Turkia/AFP)

saharienne sans procédure régulière, en violation du principe de non-refoulement et de l'interdiction des expulsions collectives », qui auraient surtout entraîné « des meurtres et des blessures graves, une augmentation des détentions dans des conditions épouvantables ».

Plan d'expulsion des mercenaires

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est félicité de l'accord de Genève

(Suisse), du 8 octobre, signé par la Commission militaire mixte libyenne (CMML (5+5)) sur un plan d'action global pour le processus graduel, équilibré et séquencé de retrait des mercenaires, des combattants étrangers et des forces étrangères du territoire libyen. Cette CMML comprend cinq membres du gouvernement légitime et cinq autres de la milice du général Khalifa Haftar et travaille à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu signé le 23

octobre 2020. Lors de la rencontre France-Afrique, initiée par le président français, Emmanuel Macron, les 8 et 9 octobre à Montpellier, ce dernier a reconnu que l'intervention militaire de la France en Libye en 2011 était une erreur. « On n'a pas respecté la souveraineté d'un peuple. Et ça c'est une erreur », avait lancé Emmanuel Macron en réaction aux critiques d'une participante au dialogue France-Afrique.

Noël Ndong

AVIS DE VENTE

REFERENCES DU VEICULE

MARQUE Toyota; MODELE Prado TXL (LAND-CRUISER); COULEUR: NOIR
TYPE: LJ 150L; CHASSIS JTEBD9F-J3AK002697; PLACE: 7/8; PUISSANCE:
11 CV; ENERGIE: DIESEL; ORIGINE: JAPON; ANNÉE du Véhicule: 2010;
KILOMETRAGE 17539;
PRIX MINIMUM DE LA VENTE AUX ENCHERES VINGT MILLE DOLLARS (USD
20.000,00) et

L'ACHETEUR AURA LA RESPONSABILITE DE DEDOUANER LE VEICULE

Les intéressés pourront voir la voiture, en offrent la proposition d'achat dans une enveloppe cachetée à l'adresse suivant : Ambassade de la République Fédérative du Brésil, AV Amilcar Cabral, aux Tourres-Jumelles, face à Radiation-blue aux 3^e étage Tel 06 896 95 50

NB : Le délai d'ouverture des enveloppes est fixé au mardi 19 octobre 2021

COMMÉMORATION

Les Kimbanguistes fêtent le 70^e anniversaire de la mort de Simon Kimbangu

Les Kimbanguistes ont célébré, le 12 octobre, un double événement marquant à la fois la mort de Simon Kimbangu et la naissance de son petit-fils Simon Kimbangu Kiangani. A Brazzaville, la célébration a eu lieu au centre d'accueil kimbanguiste du Plateau de 15 ans.

Le révérend Firmin Nkazi, personnel d'appoint au secrétariat exécutif national de l'Eglise kimbanguiste, qui a dit la messe placée sous l'autorité du révérend Sébastien Elion, représentant légal, deuxième suppléant chargé de la presse information kimbanguiste, président délégué du collège exécutif national par intérim, a souligné que lorsqu'ils disent la naissance du petit-fils, c'est par réflexion humaine, mais spirituellement parlant, il s'agit de Simon Kimbangu lui-même. Il a appuyé ses propos en disant qu'en 1951 lorsque Simon Kimbangu était en prison à Lubumbashi, il avait prédit à son fils (le benjamin) Diangenda Kutima son retour sur cette terre des hommes. Et le 12 octobre 1951, Simon Kimbangu Kiangani est né, le jour même de la mort de Simon Kimbangu et à 15h. « Comme c'est un homme, aussitôt nous avons cru que c'est lui-même qui était revenu au monde, puisqu'il nous l'avait dit, il devrait renaître et il est revenu. Et par les signes qu'il nous a montré, cela



prouve que c'est lui qui est revenu au monde », a-t-il fait savoir.

Gilbert Mbemba, inspecteur au département, assurant l'intérim du président départemental, a exhorté dans le livre Mathieu 11 : 10. « Dans ce monde il y a ce qu'on appelle la réincarnation ». Il a démontré avec des témoignages à l'appui, à travers Simon Ngwissanu et Kikuaka, ainsi qu'avec des pièces bibliques, que le Saint-Esprit est à la personne de Si-

mon Kimbangu.

Pour sa part, le révérend Sébastien Elion a indiqué que dans la cosmogonie kimbanguiste, il s'agit de la même personne qui meurt et la même personne qui renaît. « 70 ans c'est une transmutation, c'est une réincarnation, c'est la même personne, c'est le Saint-Esprit qui nous a été promis de rester éternellement avec nous comme il a été dit dans les Saintes écritures. Les autres

Une parade des kimbanguistes/Adiac ne le connaîtront pas mais nous le connaissons parce qu'il a été prédit pour nous. Dans l'écriture, il n'y a pas de hasard, que ça soit dans nos cantiques, dans des révélations, même dans les écritures, nous savons circonscrire l'événement et trouver les repères pour cet événement », a expliqué le révérend Sébastien Elion.

Il a signifié que les kimbanguistes, sachant que c'est un événement de

haute portée spirituelle, se sont dirigés vers Nkamba pour célébrer, festoyer avec le chef spirituel. « Spirituellement, c'est un événement de haute portée. La fête a été belle, tout le monde a participé, chanté, loué le Seigneur. Tous ceux qui étaient présents ont reçu la prédication, les cantiques, les enseignements, les interventions des différentes personnes qui sont passées à la tribune et les informations nécessaires d'une portée spirituelle inédite. »

Né le 12 septembre 1887 à Nkamba, dans l'actuel Kongo central, et mort le 12 octobre 1951 dans la ville d'Elisabethville, Simon Kimbangu est considéré par ses fidèles comme un "envoyé spirituel" congolais. Il devient prédicateur dans les années 1920 et fonde en 1921 à Nkamba un mouvement religieux qui donnera naissance au kimbanguisme. Arrêté et jugé, il meurt après une longue détention d'une trentaine d'années.

**Bruno Okokana
et Brunel Thychique Lindolo**

EDUCATION

Du matériel didactique pour l'Institut national des aveugles

L'Union des jeunes aveugles et handicapés visuels du Congo (Ujac), que préside Hugues Boukélé, a fait un don, le 14 octobre à Brazzaville, de matériel scolaire à l'Institut national des aveugles du Congo (Inac), en prélude à la commémoration de la vingt-cinquième journée mondiale de la canne blanche.

Le don, composé de ballons sonores, de papiers rames et autres, aidera à conforter la transcription des programmes d'enseignement inclusif ainsi qu'à corser un programme sportif et récréatif, réservé aux aveugles.

« L'an passé, nous avons souffert pour avoir ce matériel didactique mais cela nous soulage. L'homme aveugle a besoin de l'aide pour donner l'enseignement réel aux aveugles. On est en décadence avec le programme annuel officiel et la transcription nous prend trop du temps. Les enseignants transcripateurs travaillent bénévolement et nous demandons de l'aide aux bienfaiteurs nationaux ou internationaux », a commenté Grégoire Mameté, directeur de l'Inac.

En prélude à la réception de ce don par le directeur de l'Inac, les jeunes handicapés ont suivi une communication thématique portant sur l'avenir du non-voyant et malvoyant dans les projets éducatifs du Congo.

Le conférencier, Clovis Nkoutou, secrétaire général de l'Inac, s'est questionné sur la nécessité de formation des aveugles de l'école primaire à l'université et réclame à l'Etat de rehausser le nombre d'écoles et instituts de formation pour cette catégorie des handicapés.

« Un aveugle non éduqué est doublement handicapé. L'éducation est obligatoire et un droit pour tous. Quelle est la place de l'éducation du non-voyant dans les programmes éducatifs ? Quelle est notre place dans les instituts et universités du Congo ? Quel est le regard porté à notre égard pendant les examens d'Etat et concours ? Quelles sont



Grégoire Mameté, directeur de l'Inac, recevant le don des mains de Hugues Boukélé, président de l'Ujac/Adiac

les mesures d'encouragement pour les aveugles qui vont à l'école ? », s'est interrogé Clovis Nkoutou.

En effet, sur l'ensemble du territoire, il y a deux écoles réservées à la formation des aveugles. L'une est conventionnée et l'autre est privée. L'Inac déplore aussi les conditions d'intégration des non-voyants et malvoyants dans les écoles ordinaires, surtout celles de niveau supérieur.

En 1988, le Congo comptait environ cinquante-quatre mille aveugles. Actuellement, bien qu'il n'y ait pas eu un recensement officiel des aveugles et malvoyants, ils sont environ quatre-vingt

mille, selon l'Inac.

« Quand on parle des problèmes des aveugles, nous voyons plus leur éducation et surtout les conditions d'éducation. Nous pensons que les conditions d'instruction des aveugles sont aggravées par l'arrivée de la Covid-19. Un Etat protecteur est aussi celui qui garantit les droits de tout le monde dont ceux des aveugles », a indiqué Hugues Boukélé, président de l'Ujac.

Signalons que l'Inac est une école conventionnée cogérée par l'Etat et l'église Armée du salut.

Fortuné Ibara

CAMEROUN

Un gendarme tue une écolière en zone anglophone

Un gendarme a tué une écolière en tirant sur un véhicule où elle se trouvait, dans la partie anglophone du Cameroun en proie à un conflit opposant les forces de l'ordre et les séparatistes, ont indiqué jeudi le gouverneur du sud-ouest et des ONG locales.

« Nous appelons la population au calme. C'est un incident triste et malheureux », a déclaré Bernard Okalia Bilai à la CRTV, la télévision d'Etat.

L'agresseur présumé a été lynché par la foule et la situation reste explosive à Buéa où des centaines de personnes ont manifesté leur colère à la suite de la mort de la jeune fille, selon plusieurs ONG locales.

« Une dame accompagnait les enfants à l'école. Au niveau d'un check-point, son véhicule a été interpellé, mais le chauffeur n'a pas obtempéré. Un gendarme a ouvert le feu et la balle a atteint mortellement une écolière », a précisé Blaise Chamango, responsable de l'ONG Human Is Right, présente à Buéa.

« La population a réagi en lynchant le gendarme. Plus de 500 personnes sont sorties et ont marché avec la dépouille de la victime jusqu'au bureau du gouverneur. Celui-ci a tenté d'apaiser les gens en promettant des sanctions », a-t-il ajouté. Des images non authentifiées de la fillette tuée, du gendarme et de la foule en colère abondent sur les réseaux sociaux.

Dans les deux régions sud-ouest et nord-ouest, où vit l'essentiel de la minorité anglophone d'un pays majoritairement francophone dirigé par Paul Biya, les groupes armés séparatistes et les forces de sécurité dépêchées par Yaoundé s'affrontent dans un conflit meurtrier depuis quatre ans. Les deux camps sont également régulièrement accusés par les ONG internationales et l'ONU d'exactions et de crimes contre les civils. Le conflit a fait plus de 3 500 morts et forcé plus de 700 000 personnes à fuir leur domicile depuis 2017, selon les mêmes sources.

Cette insurrection avait éclaté fin 2017 après de nombreuses manifestations d'une partie de la minorité anglophone qui s'estimait ostracisée.

D'après AFP

COVID-19

Le gouvernement va lancer l'opération « Coup de poing »

La mise en œuvre de l'opération « Coup de poing » permettra aux autorités d'accélérer le processus d'exécution de toutes les mesures barrières édictées dans le cadre de la lutte contre la pandémie du coronavirus en République du Congo.

Les grandes lignes de l'opération « Coup de poing » ont été dévoilées le 13 août par le ministre en charge des relations avec le Parlement, Pierre Mabiala, lors de l'adoption du projet de loi autorisant la ratification de l'état d'urgence sanitaire pour la 28e fois par le Sénat et l'Assemblée nationale. « C'est un coup d'accélérateur que le gouvernement a voulu donner dans le cadre de l'exécution de toutes les mesures barrières que nous avons arrêtées. L'opération « Coup de poing » va tout mettre en œuvre pour passer à un autre niveau d'application de toutes ces mesures. Il s'agit à la fois des mesures nouvelles et anciennes que nous connaissons tous. Cette opération va avoir un caractère de célérité, d'urgence », a expliqué le ministre d'Etat, Pierre Mabiala, au nom du gouvernement. En effet, les préoccupations des

parlementaires ont porté, entre autres, sur l'accélération de la campagne de vaccination et sensibilisation sur toute l'étendue du territoire national ; le manque d'oxygène dans les structures sanitaires ; le nombre élevé des décès malgré la vaccination ; le non-respect des mesures barrières ; l'organisation d'une journée parlementaire ; la vente des attestations de vaccination ; la disponibilité des doses de vaccin dans le pays. Selon le ministre d'Etat, ministre des Affaires foncières et du Domaine, chargé des Relations avec le Parlement, toutes ces préoccupations seront prises en compte dans le cadre de l'opération « coup de poing » qui nécessite un financement conséquent.

« Toutes les préoccupations évoquées rentrent dans le cadre de cette opération, parce qu'il y a une recrudescence de la pandémie dans notre

pays. En dix jours, nous avons connu vingt-trois décès dont vingt-un non vaccinés et deux vaccinés. Donc, la question de la vaccination demeure l'épicentre de la recherche des solutions. Tous les citoyens qui pensent qu'ils ne peuvent pas se vacciner parce que, semble-t-il, la maladie n'existe pas, se trompent. Il nous faut accélérer le processus de vulgarisation, de sensibilisation. Parce qu'il s'agit de la sensibilisation, de l'acheminement du matériel lié à la vaccination, c'est un défi que nous allons relever. Nous sommes tous en train de rechercher des solutions pour endiguer la propagation. Quand on est au cœur de la chose, on n'y va pas avec défi mais avec conviction collective », a conclu le ministre Pierre Mabiala, précisant que le gouvernement est monté d'un cran dans le cadre de sa responsabilité de protection

générale des populations.

Présidant les travaux de la 15e session extraordinaire, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a indiqué que son institution venait de jouer sa partition en autorisant pour la 28e fois la prorogation de l'état d'urgence sanitaire au Congo. Car, il s'agit, a-t-il dit, d'un instrument essentiel, sinon capital, dans la lutte contre la Covid-19.

« Il est vrai que pour l'heure, la gestion de la pandémie doit prendre de l'efficacité. Je me félicite de ce que quelques administrations publiques amorcent la procédure du contrôle irréversible des personnels et usagers vaccinés. Nous prendrons tout le temps pour éduquer, conseiller, afin que l'adhésion de tous garantisse le succès de cette décision dont l'utilité et l'importance ne sont plus à démontrer. Chers amis, avançons et poursuivons la sensibilisa-

tion à tous les niveaux », a-t-il souligné.

D'après lui, la réticence de certains Congolais à la vaccination n'aura pas raison des efforts collectifs déployés dans la lutte contre cette maladie. « Le taux de vaccination étant toujours insignifiant et la situation épidémiologique alarmante, ne dormons pas. Levons-nous et agissons. Le Congo se trouve à un tournant déterminant du redressement de son économie pour retrouver ses équilibres macroéconomiques. La remontée du nombre de cas de contamination à la Covid-19 fait craindre la survenue d'une troisième vague de la pandémie dans notre pays. Le peuple congolais se doit de tout faire pour que le pays ne subisse pas un autre confinement », a plaidé Isidore Mvouba.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ

Les médecins formés à Cuba dans l'attente des stages

Les 11 et 12 octobre, 464 médecins formés à Cuba (deuxième promotion) ont regagné le pays. La prochaine étape consiste, pour les pouvoirs publics, à réunir les conditions de leur mise en stage de consolidation de connaissances dans différents hôpitaux du pays dont certains manquent de personnel soignant.

Actuellement, les médecins finalistes qui viennent de rentrer perçoivent la bourse au titre du deuxième trimestre de l'année académique 2019. L'opération prendra fin ce 15 octobre, précise un communiqué du ministère en charge de l'Enseignement supérieur. Après quoi, le ministère de la Santé et de la Population prendra le relais pour les affecter dans les hôpitaux afin de consolider leurs compétences, les outiller à contribuer à l'offre des soins et services de santé de qualité. Ils vont ainsi rejoindre ceux de la première vague qui, depuis février 2020, sont en stage dans les hôpitaux d'Owando et d'Oyo dans le département de la Cuvette, de Nkayi dans la Bouenza, de Dolisie dans le Niari, à Blanche Gomes, au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, à l'hôpital de Loandjili, de Tié-Tié, Adolphe-Sice et l'hôpital militaire à Pointe-Noire.



Les médecins finalistes formés à Cuba

lement effectuées en autonomie et non pas en apprentissage. Tout donne à croire que pour ceux qui

ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, expliquait qu'un Plan national de développement des

« Ce ratio est faible et nous sommes loin d'atteindre la cible de l'Objectif de développement

pouvoirs publics ont résolu, il y a quelques années, d'envoyer des milliers d'étudiants à Cuba pour les études de médecine. Plus de mille d'entre eux sont rentrés, notamment les deux premières promotions et plus de huit cents y sont restés et poursuivent les études. L'initiative s'inscrivait dans le cadre du projet « Santé pour tous » avec pour point culminant la construction des hôpitaux généraux dans les douze départements du pays afin de rapprocher les services de santé de la population. De retour, ces médecins finalistes se sont montrés conscients des défis qui les attendent. « En tant que médecin, je rentre avec l'engagement de servir mon pays. Pour ce faire, j'apporterai mon expertise en la matière afin non seulement d'améliorer la qualité des soins des Congolais mais de soulager ceux qui souffrent de diverses maladies », a indiqué le Dr Marie Cathia Péa Obanza, médecin généraliste.

Prise en charge

Pour ceux qui ont précédé l'année dernière, la prime forfaitaire de stage était fixée à 150 000 F CFA par mois. Celle de panier à 25 000 F CFA mensuel versée par les structures de santé ayant reçu les stagiaires. Une note circulaire datant du 12 mai 2020 du ministère en charge de la Santé soulignait qu'en fonction de l'organisation interne de chaque hôpital, les médecins stagiaires devraient percevoir les primes de garde, la quote-part sur les consultations et les actes pour les prestations de soins réél-

« En tant que médecin, je rentre avec l'engagement de servir mon pays. Pour ce faire, j'apporterai mon expertise en la matière afin non seulement d'améliorer la qualité des soins des Congolais mais de soulager ceux qui souffrent de diverses maladies »

viennent d'arriver, le traitement sera le même sauf modification de dernière heure.

Comblent le déficit en personnel soignant

Devant le Sénat, en août dernier, le

ressources humaines en santé est en cours d'élaboration. Le pays compte, en effet, 544 médecins, 921 sages-femmes et 4 250 infirmiers, soit 1,16 personnel soignant pour 1000 habitants, précisait le ministre devant la chambre haute du Parlement.

durable numéro 3, celui de la couverture sanitaire universelle d'ici à 2030 d'après l'Organisation mondiale de la santé », déclarait-il.

C'est dans le but d'équilibrer le ratio médecin-population que les

Recrutement

Selon le ministre Gilbert Mokoki, en 2020, lorsque le gouvernement a décidé de recruter 4 515 agents de l'Etat, il a attribué au ministère de la Santé 706 postes budgétaires. Les dossiers ont été transmis à la Fonction publique pour un recrutement de 268 médecins pour la plupart sortis de Cuba. En 2021, un autre quota de 700 places a été affecté au ministère qui s'active à finaliser l'aboutissement de ces dossiers.

Rominique Makaya

FORCE PUBLIQUE

Trente-neuf officiers et sous-officiers se forment en techniques de communication

Face au besoin immense de valoriser les performances au sein de la fonction communication de défense, le ministère de la Défense nationale et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) se sont engagés à renforcer les capacités des personnels de la communication de la défense et la sécurité.

Le directeur général des Affaires stratégiques et de la Coopération militaire, le colonel Jean Aimé Ignoumba, a ouvert, le 12 octobre à Brazzaville, un séminaire de renforcement des capacités des personnels de la communication de la défense et sécurité. Ce séminaire, qui va durer douze jours, a pour objectif de permettre non seulement l'utilisation rationnelle des militaires, gendarmes et policiers formés dans le domaine de la communication de défense, mais aussi de mieux porter l'idéal de la défense nationale et la sécurité auprès des publics internes et externes, avec professionnalisme.

« Cette communication de défense est indispensable, parce que nos concitoyens ressentent le besoin d'être informés sur l'action de

leur outil de défense », a déclaré le directeur général des Affaires stratégiques et de la Coopération militaire, ajoutant qu'en somme, la mission assignée à la communication de défense doit pouvoir accompagner les transformations en cours, intégrer les nouvelles aspirations dans la façon d'assurer le management des personnels civils et militaires, et s'interroger sur les facteurs susceptibles de modifier les rapports entre les citoyens et la défense. « En effet, ce séminaire est le premier projet majeur qui porte en lui toute l'ambition du ministère de la Défense nationale de doter la direction de l'information et de la communication des armées d'un cadre technique d'expression et qui imposera, sans nul doute,



La photo de famille

d'autres sessions de formation, avec d'autres modules techniques », a-t-il poursuivi.

Pendant douze jours, les participants vont donc tenter de s'imprégner des nouvelles pistes d'amélioration de la

communication de défense, au profit des armées, du lien armée-nation.

Prenant la parole pour une leçon inaugurale, le directeur général de Télé Congo, André Ondélé, a édifié l'assistance

sur la relation armée-nation et loué les efforts que fournissent la direction générale des Affaires stratégiques et de la Coopération militaire, en général, et l'émission « Armée-nation », en particulier.

Guillaume Ondze

EDUCATION

Dynamique Djiri avenir réhabilite le CEG Jacques-Opangault

L'association Dynamique Djiri avenir a présenté, le 12 octobre, le nouveau visage de l'école publique Jacques-Opangault, située dans le 9^e arrondissement de Brazzaville, Djiri.

L'association Dynamique Djiri avenir regroupe les habitants de cette partie de la ville capitale. Durant plusieurs jours précédant la rentrée scolaire, elle a installé l'électricité dans toutes les salles de classe du CEG Jacques-Opangault et apporter une nouvelle couche de peinture.

Après avoir invité les habitants à préserver les nouveaux acquis de cette école de 1157 élèves, le président de l'association Dynamique Djiri avenir, Seck Francis Mangouani, a offert, par la même occasion, des fournitures scolaires à près de cent élèves.

« Nous avons rencontré les responsables de l'école, il y a quelques semaines, et cette école présentait un visage peu attrayant. Etant donné que nous sommes une association animée par des personnes de cœur; nous avons décidé de non seulement peindre l'intérieur et l'extérieur des salles, mais aussi d'installer l'électricité. Il y a encore du tra-



Les membres de l'association visitant l'école Adiac

vail à faire, mais nous nous inscrivons durablement dans l'action », a expliqué Seck Francis Mangouani.

Le CEG Jacques-Opangault brille désormais de mille feux, puisque selon son directeur, Nicaise Bongo, l'ancienne couche de peinture datait de plus de vingt ans. Il estime que ce geste est le premier que cet établissement créé en 1996 a reçu d'une organisation non gouvernementale.

Pour sa part, Mpolo Massamba a pris l'engagement, au nom des élèves, de bien entretenir leur école. « Cela nous permettra de bien travailler. Notre école produit toujours de bons résultats au BEPC, alors merci à l'association Dynamique Djiri avenir pour ce geste noble », a-t-elle indiqué.

Notons que cette opération d'électrification et de réhabilitation du CEG Jacques-Opangault s'est exécutée en partenariat avec Lions club Brazzaville Ubuntu.

Rude Ngoma



Siège social : Avenue Amilcar Cabral
BP: 2889
Tél.: 81 09 78 /55/56
Fax: 81 09 77
BRAZZAVILLE

DAO N°014/2021 LCB BANK relatif à la

Commande des Calendriers 2022

Date limite pour le dépôt des offres :

Le 7 Novembre 2021 à 16h 30

Lieu de retrait des DAO :

DIRECTION LOGISTIQUE LCB BANK.

Avenue Amilcar CABRAL
BP :2889 Brazzaville / République du Congo

Condition de retrait du DAO

50.000 FCFA



Siège social : Avenue Amilcar Cabral
BP: 2889
Tél.: 81 09 78 / 55 / 56
Fax: 81 09 77
BRAZZAVILLE

DAO N°015 / 2021 LCB BANK relatif à

L'ACHAT des VEHICULES

Date limite pour le dépôt des offres :

Le 8 Novembre 2021 à 16h 30

Lieu de retrait des DAO :

DIRECTION LOGISTIQUE LCB BANK,

Avenue Amilcar Cabral
BP : 2889 – Brazzaville / République du Congo

Condition de retrait du DAO

50.000 FCFA

AFFAIRE DES "PANDORA PAPERS"

Le PCT envisage une plainte contre les auteurs de l'enquête

Pour avoir épinglé le président de la République dans une affaire de détournement de fonds, le consortium des journalistes d'investigation, auteur de ces révélations, va être traduit en justice pour diffamation par le secrétariat permanent du bureau politique du Parti congolais du travail (PCT), qui a réagi, le 13 octobre, dans une déclaration.

Il y a quelques jours, un consortium international de journalistes d'investigation publiait une enquête dans laquelle trente-cinq chefs d'Etat étaient cités, dont Denis Sassou N'Guesso, pour avoir disséminé les fonds dans les sociétés offshores, à des fins d'évasion fiscale. Pour le PCT, cette dénonciation relève d'une simple diffamation et d'offense à l'endroit du président de la République. « Le secrétariat permanent du bureau politique du PCT exprime son indignation et condamne ce qui s'apparente à un complot subtilement ourdi contre le président de la République et le peuple congolais. En conséquence, il envisage des poursuites judiciaires pour diffamation contre les auteurs de ces allégations mensongères, indignes et irresponsables », relève la déclaration lue par Parfait Iloki, secrétaire permanent chargé de



Le secrétaire général du PCT, Parfait Iloki

la communication, des technologies de l'information et de la communication, porte-parole du parti.

Réagissant au 28e sommet France-Afrique tenu les 8 et 9 octobre à Montpellier, en France, qui avait réuni essentiellement Emmanuel Macron et la jeunesse africaine, le bureau politique du PCT estime que le fait d'avoir délaissé ses homologues africains est un déni de leur légitimité. « Au moment où le chef de l'Etat s'attelle à mettre en œuvre son projet de société, « Ensemble poursuivons la marche », et la reprise progressive de l'activité économique, ainsi que la relance des négociations avec le Fonds monétaire international, le secrétariat permanent du bureau politique appelle ses militants et l'ensemble des Congolais à la vigilance », précise la déclaration.

Firmin Oyé

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Les étudiants édifiés sur le programme GMES & Africa

La Commission internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) a organisé une journée porte ouverte à l'endroit des étudiants et chercheurs en hydrologie, climatologie, sciences physiques et mathématiques, afin de mieux communiquer sur ses actions. La présentation s'est déroulée en présence du vice-président chargé de la Recherche et de la Coopération à l'Université Marien-Ngouabi, Attibayeba.

Devant l'assistance, le coordonnateur du programme GMES & Africa, Georges Gulemvuga, a donné un aperçu général du programme qui est un système d'observation de la terre conçu pour répondre aux besoins du continent en matière de gestion de l'environnement et d'atténuation des effets du changement climatique afin de garantir la sécurité des personnes et de leurs biens. « C'est une initiative centrée sur l'utilisateur qui fournit des services pour l'environnement et la sécurité. Elle fournit des informations aux décideurs politiques, aux scientifiques, aux institutions et au public », a précisé, dans son exposé, le coordonnateur du programme GMES & Africa, Georges Gulemvuga. S'adressant aux étudiants et chercheurs en hydrologie, cli-



Des étudiants et chercheurs posant avec le vice-président Adiac

matologie, sciences physiques et mathématiques invités, le coordonnateur du programme GMES & Africa a présenté les

résultats déjà obtenus afin que ces derniers puissent s'imprégner, a-t-il dit, de la portée des activités menées par

GMES & Africa : en Afrique centrale, il y a la Cicos en ce qui concerne la thématique au niveau de l'eau et l'AGEOS

au niveau du Gabon qui suit le volet suivi des zones inondées. « Il s'agissait également de renforcer les capacités des Etats africains dans l'octroi des données satellitaires, de les transformer en information et de comment utiliser l'observation de la terre pour pouvoir obtenir les informations fiables qui peuvent être utilisées dans plusieurs domaines, plusieurs secteurs et impulser le processus de développement du continent africain. Chaque région de l'Union africaine développe son projet », a-t-il commenté.

Signalons qu'après ces communications, il s'en est suivi un jeu de questions-réponses, au cours duquel chacun a pu trouver une réponse satisfaisante par rapport à la question posée.

Guillaume Ondze

SOCIÉTÉ HIRAM

TRAVAUX PUBLICS - VENTE DE VEHICULES - IMMOBILIER

COMMERCE GENERAL & TRANSIT

Siège social : 1236, rue Kouma à Ouenzé / Tél. : (+242) 05 379 56 70 / Email : Hiram-Congo@gmail.com

RCCMCG/BZV/13A16749/NIU : M21000000202229

SCIEN : 1899212/SCIET : 1899212012

Brazzaville - République du Congo

PROTECTION SOCIALE

Ngabé demande sa prise en charge au projet Lisungi

Les doléances ont été formulées le 9 octobre dernier, au cours de la première session ordinaire du Comité du Parti congolais du travail (PCT) du district de Ngabé, placée sous la direction du membre du comité central, délégué de la fédération du Pool, Paul Nganongo.

Les conseillers du comité PCT du district de Ngabé, dans le département du Pool, ont demandé au gouvernement de tout mettre en œuvre pour étendre le projet Lisungi à la population de cette sous-préfecture afin de lui permettre de développer les activités génératrices de revenus. « Nous ne comprenons pas pourquoi Lisungi qui couvre les ménages de Kinkala, Kintélé et Ignié, saute le district de Ngabé pour atterrir dans le district voisin de Ngo, par exemple », s'est interrogé le conseiller Ngampourou. « Comment se fait le choix des localités bénéficiaires, quand on sait que de bout en bout, Ngabé manque de tout : des inondations à Mbouambé-Léfini, enclavement du fait de la dégradation du tronçon Odziba-Mbé-Ngabé. On donne partout, sauf chez nous », a-t-il poursuivi.

Assommé par les participants à cette réunion, en sa qualité de responsable à la communication au projet Lisungi, Paul Nganongo a profité de l'occasion pour éclairer la lanterne de ses interlocuteurs sur la situation actuelle du projet. « L'extension du projet Lisungi à l'ensemble des localités du pays fait partie des



Les membres du PCT Ngabé-DR

priorités de notre gouvernement, principalement, du président de la République qui en est l'initiateur. Retenez que l'élan de l'extension lancé au début de l'année 2019 a connu un arrêt bru-

2/3 du territoire national. Le gouvernement travaille sans relâche avec les partenaires au développement, notamment la Banque mondiale, pour mobiliser les ressources nécessaires à la relance de la

les réponses ne viennent pas aussitôt, du fait de la conjoncture économique et financière difficile que traverse notre pays. Donc, il n'y a pas à crier à l'injustice. Croyons seulement en la bonne volon-

« Le travail ne doit pas s'arrêter. Dans l'unité, la cohésion et la discipline, vous devriez travailler dur pour que le PCT, ici à Ngabé et dans le département du Pool, remporte les élections législatives et locales de 2022. Et Ngabé doit préserver sa première place au Pool »

tal, à cause de la pandémie à coronavirus. Actuellement, le projet ne couvre même pas les

phase de l'extension du projet Lisungi. Les demandes viennent de partout. Mais

te de notre gouvernement », a expliqué Paul Nganongo. Outre Lisungi, les conseillers

du PCT de Ngabé ont sollicité des instances dirigeantes du parti la promotion des cadres politiques de ce district au Sénat et au bureau politique. S'agissant des travaux de la première session ordinaire du conseil du comité PCT-Ngabé, les participants ont adopté le rapport d'activités du premier semestre 2021 et la feuille de route du troisième trimestre de l'année en cours.

S'adressant aux participants, le délégué fédéral a exhorté les conseillers du comité à maintenir allumée la flamme de la présidentielle de mars 2021 afin de garantir au président de la République une majorité politique aux prochaines consultations électorales. « Le travail ne doit pas s'arrêter. Dans l'unité, la cohésion et la discipline, vous devriez travailler dur pour que le PCT, ici à Ngabé et dans le département du Pool, remporte les élections législatives et locales de 2022. Et Ngabé doit préserver sa première place au Pool », a conclu Paul Nganongo, invitant les membres du PCT du district de Ngabé à se faire vacciner contre la covid-19, conformément aux prescriptions du gouvernement.

Parfait Wilfried Douniama

HYDROCARBURES

Le prix du pétrole Brent congolais en forte hausse

Le cours du Brent est actuellement à plus de 80 dollars par baril, contre 71,78 dollars en juin et 68,66 dollars en mai 2021. De quoi satisfaire les pétroliers et les autorités congolaises, en conclave à Brazzaville, le 14 octobre, pour tenter d'harmoniser les prix du pétrole congolais.

L'évolution récente des cotations du pétrole à 80 dollars américains, un niveau jamais atteint depuis trois ans, est due à la hausse de la consommation, ainsi qu'à la relance de l'économie mondiale. Au deuxième trimestre 2021, les experts pétroliers avaient observé une progression de prix du baril de +4,5% entre mai et juin.

Dans un contexte de la relance des cours du pétrole, a souligné Macaire Batchi, le directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures, l'État doit regarder de plus près l'évolution des indicateurs liés aux cours des bruts congolais. La réunion de fixation des prix permet de voir l'orientation des marchés préférentiels de vente et la possibilité d'ouvrir de nouvelles routes, à travers des contrats à long terme en direct avec les raffineries.

« Dans quelques mois, la République du Congo assurera la présidence de l'Organisation



Les pétroliers en conclaveAdiac

des pays exportateurs de pétrole (Opep). Ce qui renforce encore plus notre devoir de présenter les tendances du marché pétrolier, en tenant compte des données que nous recevons régulièrement de l'Opep. À la réunion du deuxième trimestre, les quinze

premières cotations du pétrole Brent s'établissaient en moyenne à 71,78 dollars, soit une hausse de +4,5% par rapport au mois de mai 2021 (moyenne établie à 68,66 dollars) », a annoncé Macaire Batchi, à l'ouverture de la réunion des prix du troisième tri-

mestre.

Les sociétés pétrolières durement affectées par la chute brutale des prix du baril et la crise sanitaire annoncent la reprise de leurs activités de production tout en restant prudentes face à la volatilité du marché. C'est le cas de la com-

pagnie pétrolière Perenco Congo qui va augmenter sa production à partir de l'année prochaine, grâce à un nouveau forage.

« Nous avons fait preuve de résilience, nous avons maintenu le cap (...) Mais nous allons continuer à nous adapter, à adapter nos méthodes de production, à rendre nos opérations encore plus efficaces, afin de se rendre moins dépendants des cours du brut. Après ce moment difficile, nous allons reprendre nos activités de forage au Congo dès le mois prochain, en espérant augmenter nos productions dès l'année prochaine », a indiqué Christophe Blanc, le directeur général de la société Perenco Congo.

À noter que durant trois jours, les participants vont plancher sur les tendances du marché, les modalités et conditions de vente des bruts congolais, avant de conclure par la fixation des prix.

Fiacre Kombo

5^e RÉLICO

Nahim Mahmoudi et Dominique Douma reçoivent le Grand prix littéraire Jean-Malonga

La cinquième édition de la Rentrée littéraire du Congo (Rélico), tenue à la librairie Les Manguiers des Dépêches de Brazzaville et organisée par le PEN Centre Congo Brazzaville en partenariat avec ladite librairie, l'Association culture Elongo et la Fondation Mfumu-Fylla (l'altruiste) avec le soutien de l'Unéac, les 7, 8 et 9 octobre, a remis des prix aux récipiendaires lors de la cérémonie de clôture.

Le Grand prix littéraire Jean-Malonga, dans sa version création, récompense l'ensemble de la carrière d'un écrivain tous genres confondus. Il est attribué à toutes les personnes morales en signe de reconnaissance pour leur soutien financier à la Rélico et surtout leur intérêt pour le livre et la littérature. Il a été décerné au président directeur général (PDG) Nahim Mahmoudi, grand mécène, et Dominique Douma, écrivain venu droit de Libreville, au Gabon.

Prenant la parole au nom d'Ahmed Mahmoudi qui exerce depuis plus de trente ans au Congo, ING Weldy Télémine Kiongo a reconnu que malgré le contexte économique difficile, le PDG n'a pas licencié ses employés car, pour lui, il faut soutenir l'économie congolaise. « Il est le plus grand financier de mes livres, il a

financé entièrement un livre que j'ai présenté ici l'année dernière sous la vigilance du Pr Mukala Kadima Nzuzi. Le PDG Mahmoudi a dédié ce prix au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, et il est le pont entre l'obscurité et la lumière à régler plusieurs problèmes de ses frères congolais, plus particulièrement les démunis. Ce prix fait de lui un excellent partenaire du livre », a-t-il déclaré.

Les deux récipiendaires ont reçu le Grand prix littéraire Jean-Malonga, en bronze et à la cire perdue, représentant un livre ouvert sur lequel il y a sur la partie gauche une plume dorée symbolisant l'acte d'écrire. Sur la droite, s'impose un visage féminin avec des yeux clos et la bouche ouverte, voguant entre pensée et déclamation. A l'envers, sur la première de



Nahim Mahmoudi et ING Weldy Télémine Kiongo recevant le prix des mains du conseiller au livre du ministre de la Culture et des Arts/DR

couverture, s'impose la carte du Congo à l'intérieur de laquelle on peut lire de manière distincte l'inscription, Rélico. Sur la quatrième de couverture,

en relief, Cœur d'Aryenne avec un cœur ouvert. C'est un livre ayant une patine marron comme ces vieux ouvrages de bibliophiles reliés en cuir.

L'œuvre porte la signature du peintre-sculpteur-poète-nouvelliste, Mongo Etsion. Elle est datée en chiffres romains 2020.

Bruno Okokana

DIRECT

PROGRAMME DU JOUR VENDREDI 15 OCTOBRE 2021

<ul style="list-style-type: none"> 06.00 PLAYLIST NON STOP 08.00 MWASI YA CONGO 08.30 FF TALK SHOW 09.30 19.45 REDIFFUSION 10.15 GRAN REPORTAGE 10.30 CINEMA CONGOLAIS 12.00 FLEURON MUSICAL 13.00 MAXIMISE 13.30 TOP CLIPS CONGO 15.30 FACE O MIRROIR 16.30 JEUNES EMERGENTS 17.00 PLAYLIST NON STOP 18.00 CARRE MUSIC 18.45 WOMANITY CONGO 19.00 CDIRECT INSIDE 19.30 GRAND REPORTAGE 19.45 L'EDITION 19.45 20.30 DIASPORA MAG 21.00 TOP CLIPS CONGO 22.00 SKETCH CONGOLAIS 	<div style="border-bottom: 1px solid black; padding-bottom: 5px;"> <p style="text-align: center; margin: 0;">NOTRE SELECTION</p> </div> <div style="margin-bottom: 20px;"> <p style="background-color: #0056b3; color: white; padding: 2px; margin: 0;">15.30 FACE O MIRROIR</p> <p style="font-size: 0.8em; margin: 0;">EXCLUSIF</p> <p style="font-size: 0.8em; margin: 0;">Votre reflet, votre histoire, votre vérité, votre vie face au miroir</p> </div> <div> <p style="background-color: #0056b3; color: white; padding: 2px; margin: 0;">19.45 L'EDITION 19.45</p> <p style="font-size: 0.8em; margin: 0;">Les Infos du Congo vu du Congo et vu du monde</p> </div>
---	--

LES BOUQUETS

CANAL+

CANAL 334

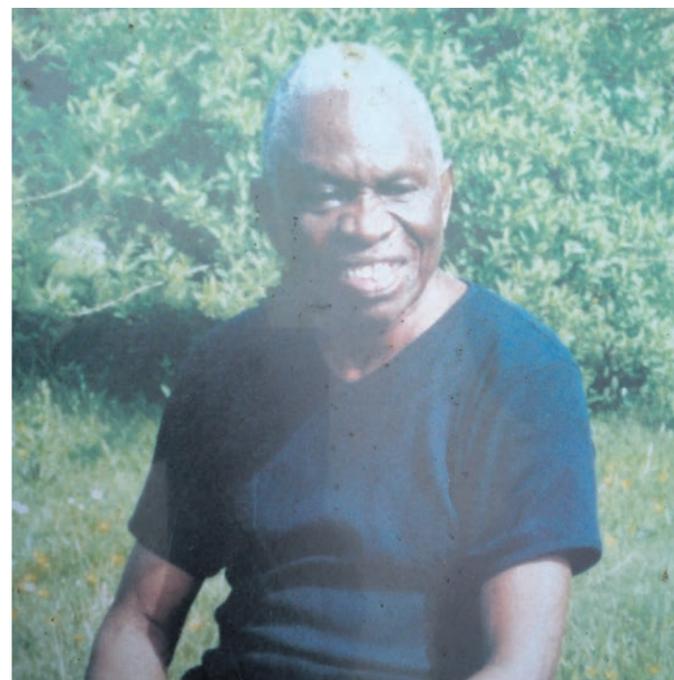
EASY TV

CANAL 3

free

CANAL 449

NÉCROLOGIE



Les enfants Boumpoutou et famille ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur père, oncle et grand-père, survenu le jeudi 14 octobre 2021, au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial, sis n°973, rue Sounda (croisement avenue des 16^e), au Plateau des 15 ans à Brazzaville.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

FORMATION DES JEUNES FOOTBALLEURS

La société Villarecci appuie le CNFF

La société architecture du marbre a remis, le 14 octobre, un don de matériel sportif au Centre national de formation de football (CNFF).

Fruit de la coopération entre le ministre de la Jeunesse et des Sports et l'entreprise Villarecci, le don composé de 250 ballons, deux filets pour les grands poteaux, les mini buts pliables petits poteaux, les mannequins gonflables, les chasubles, les kits de vitesse et coordination et park d'initiation motricité... va permettre aux jeunes pensionnaires de mieux assurer leur formation.

« La société architecture du marbre est heureuse de faire une donation au Centre national de formation de football, parce que nous nous attachons beaucoup aux jeunes. Nous nous inscrivons dans la logique d'appuyer la volonté du ministre sur la formation des jeunes dans le football et dans tout le sport », a déclaré Emanuele Villarecci, le représentant de la société.

La matériel a été réceptionné par Hugues Ngouéfondélé, ministre des Sports, avant de le remettre à Charles Otendé, directeur du CNFF. « Je vous transmets cette dotation et je



tiens à ce que vous en preniez bien soin afin que cela serve réellement à la formation des enfants. J'y veillerai personnellement », a indiqué le mi-

nistre des Sports. Se disant soulagé par la nature de ce don, Fils Loïc Obami Itou a, au nom des pensionnaires du CNFF, exprimé toute

Hugues Ngouéfondélé recevant le don Adiac la gratitude et reconnaissance des pensionnaires avant d'assurer que les équipements sportifs qui leur ont été remis vont les aider à mieux se pré-

parer mais aussi à mieux assurer leur formation.

Créé en 2005 grâce à la vision du président de la République, le CNFF, a rappelé son directeur Charles Otendé, a permis au Congo de participer régulièrement à la Coupe d'Afrique des nations à catégorie d'âge. Champion d'Afrique des moins de 20 ans en 2007 et médaillé de bronze des moins de 17 ans en 2011, le Congo a participé à deux phases finales de la Coupe du monde des juniors au Canada en 2007 puis celle des cadets au Mexique en 2011. Il a gagné deux fois la médaille d'or aux Jeux de la Francophonie organisés respectivement à Beyrouth au Liban, en 2009, et à Nice en France, en 2013. L'équipe nationale compte en son sein les joueurs qui ont reçu leur formation au CNFF, notamment Beni Makouana, Varel Rozan, Mavis Tchibota, Sylver Ganvoula, Prestige Mboundou, Guy Mbenza, Hardy Binguila, Mouandza Mapata.

James Golden Eloué

SAISON SPORTIVE 2021-2022

La DGSP rêve grand

Serge Oboa, le président général du club multidisciplinaire de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP), a décidé d'appuyer toutes les sections que compte le club en vue d'obtenir, pour le compte de la nouvelle saison, les résultats escomptés.

« Nous pensons que pour cette saison, nous essayerons de pousser tout le monde, faire en sorte que tous nous ayons le même niveau pour nous ramener des trophées, donc il faut travailler. Aux sports, on ne triche pas. Il s'agit de travailler durement et les résultats vont s'en suivre », a indiqué Serge Oboa, lors du lancement officiel des activités de la DGSP.

L'ouverture de la saison sportive de ce club, le 13 octobre, lui a permis de féliciter et encourager les athlètes qui se sont illustrés lors de la saison écoulée même si les résultats de certaines sections n'ont pas été à la hauteur des attentes.

Seuls les volleyeurs ont reçu la mention honorable du président général du club. Ils ont confirmé tout le bien qu'on pensait d'eux au niveau national en remportant des trophées. Serge Oboa a encouragé les volleyeurs à viser désormais les étoiles. « Mention très honorable à la section volleyball qui continue jusqu'alors de démontrer sa force au niveau national. Il s'agit maintenant d'aller au niveau africain. Nous essayerons de mettre à votre disposition le minimum pour travailler et en contrepartie, nous attendons les résultats », a-t-il souhaité.

Comme on dit souvent les échecs d'aujourd'hui préparent les victoires

de demain, le président du club a exhorté la section handball à travailler dur afin de réussir à sa mission d'améliorer le podium africain qui malheureusement n'a pas été atteint lors de la saison 2020-2021. La DGSP a occupé la 4e place lors de la dernière Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe. En cinq ans, a précisé François Elion Ndouniama, secrétaire général du club, la DGSP a participé trois fois en compétitions continentales et a toujours été dans le carré d'As. Le club a aussi perdu la finale de la Coupe du Congo après avoir remporté le championnat départemental.

« Pour le handball, les objectifs fixés n'ont pas été atteints dès lors que c'était deux choses : la Coupe du Congo et améliorer le podium africain. Je sais que vous avez les capacités. Nous avons joué notre partition en mettant à votre disposition le minimum des conditions que certains n'en ont pas. En contrepartie, vous n'avez récolté que ce que vous avez semé. Nous estimons que cette équipe peut faire mieux », a-t-il indiqué. Selon lui, le travail, la cohésion, l'harmonie et la solidarité sont la clé qui permettra aux joueuses de rectifier le tir. « Il faut travailler encore durement, cela veut dire qu'il y a quelque chose qui manque. Il doit y avoir la cohésion entre vous,



Serge Oboa recevant les trophées gagnés par les volleyeurs de la DGSP/Adiac

cette harmonie et cette solidarité. Ce n'est qu'au bout de cela que nous allons prétendre atteindre les objectifs que nous pourrions encore se fixer. Les dirigeants, les joueuses et le staff devraient faire les efforts », a-t-il indiqué.

Serge Oboa a, par ailleurs, loué les efforts de la boxe qui fait beaucoup avec peu. La DGSP a respectivement brillé lors des championnats nationaux et de Brazzaville en gagnant les médailles de toutes les

couleurs (plusieurs or, argent et bronze). « La saison dernière, la boxe n'était pas trop attentionnée comme les autres sections mais le minimum a été mis à sa disposition. Nous encourageons les boxeurs parce que nous estimons qu'ils ont le potentiel pour faire mieux », a-t-il reconnu.

Il a promis de s'impliquer personnellement afin de permettre au judo de retrouver la place qui était la sienne. « Ceux qui sont char-

gés de gérer le judo devraient rapidement se mettre au travail. Nous trouverons le minimum des moyens pour leur permettre de travailler », a-t-il assuré, tout en promettant d'accorder la même attention au karaté. La section nzingo, a-t-il souhaité, devrait travailler et redoubler d'effort pour combler les attentes. « Nous pensons que nous ne méritons pas cette place », a-t-il admis.

J.G.E.

INTERVIEW

Gaston Lebiki: « Richard Emeni reste une icône de la politique congolaise »

Conseiller départemental de la Cuvette Ouest, Gaston Lebiki a répondu aux questions des Dépêches de Brazzaville sur l'après Richard Emeni, ancien président du Conseil départemental de la Cuvette Ouest décédé récemment.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B) : Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Gaston Lebiki (G.L) : Je suis agent de banque à la retraite, marié et père de cinq enfants. Auteur-écrivain, j'ai été candidat aux élections couplées de juillet 2017 à l'issue desquelles j'ai été élu conseiller départemental de la Cuvette Ouest, dans la circonscription unique de Kellé. Membre du bureau exécutif national du Parti pour la concorde et l'action politique, je suis le Secrétaire national à la formation et à la vie des fédérations.

L.D.B : La Cuvette Ouest venait de perdre le président de son Conseil départemental, Richard Emeni. Que représentait-il pour vous ?

G.L : Richard Emeni reste une icône, un vétéran de la politique congolaise en général et de la Cuvette Ouest en particulier. L'homme a gravi tous les échelons de la vie politique du Parti congolais du travail

dont il est l'un des membres fondateurs. Il est parmi ceux qui sont restés fidèles à ce parti et au chef de l'Etat dans notre département malgré les conditions imposées par le temps et l'environnement politique. Je me suis retrouvé face à ce grand homme à l'issue de l'élection de 2017, lors de la session inaugurale du Conseil départemental de la Cuvette Ouest.

L.D.B : Qui peut succéder à cette icône tel que vous le dites à la tête de ce Conseil départemental ?

G.L : Le président du Conseil départemental de la Cuvette Ouest ne doit pas seulement être un politique ou d'obédience du seul parti qui doit attendre les crédits alloués par la tutelle. Il doit se servir de la loi pour se lancer dans la recherche des ressources pour développer ou réaliser le plan d'aménagement de la collectivité locale. Il doit être capable de créer ou de savoir se servir des ressources locales afin proposer ce plan de dévelop-



pement.

L.D.B : Pourquoi Richard Emeni était-il toujours aux côtés du président de la République ?

G.L : Richard Emeni fut l'ami d'école du président Denis Sassou N'Guesso. Conscient de ce rapprochement et respectueux de l'institution prési-

dence de la République, il parlait sobrement de cette amitié, encore moins en public, et refusait de s'en vanter comme certains en font un titre, un mérite ou un projet de société.

L.D.B : Pouvons-nous connaître votre motivation politique, surtout au niveau de la Cuvette Ouest ?

G.L : C'est pour l'avenir de ce département. Les filles et fils de la Cuvette Ouest doivent traduire en acte concret le projet de société pour lequel ils ont élu le président Denis Sassou N'Guesso en mars dernier. Et pour réussir ce pari, tout le monde doit s'arrêter pour s'asseoir, discuter et parler de l'avenir de ce département.

L.D.B : Un mot à l'endroit de vos collègues conseillers départementaux ?

G.L : J'invite les collègues conseillers au ressaisissement pour le choix du nouveau président du Conseil départemental. Le prochain rendez-vous à Ewo est une occasion qui s'offre à nous pour placer l'intérêt supérieur du département au dessus de nos égos. J'appelle tout le monde à remplir son droit de vote dans l'objectivité, l'unité et le consensus pour le développement que nous avons toujours prôné depuis le début de notre mandat.

Propos recueillis par Séverin Ibara

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Un centre de vaccination ouvert au profit des étudiants

Dans le but de protéger les étudiants et le personnel enseignant de la capitale économique contre le coronavirus (Covid-19), le ministère de la Santé, par le truchement de la direction départementale de la Santé en collaboration avec le Réseau des établissements privés agréés d'enseignement supérieurs de Pointe-Noire, ont ouvert un centre de vaccination à leur profit.

Installé à l'ESCIC au centre-ville, dans la zone Tchikobo, à 100 m de l'avenue Mâ-Loango, le site reçoit depuis le 11 octobre tous les étudiants et le personnel des établissements privés d'enseignement supérieurs de la ville océane. Mais, après les trois premiers jours de l'ouverture, le scepticisme est toujours constaté du côté des étudiants. En effet, sur 6 724 étudiants et personnel enseignant attendus à se faire vacciner dans ce centre, à peine, 690 ont reçu leur dose unique du vaccin américain Johnson & Johnson. « Il y a problème, parce que le nombre reçu est très insignifiant par rapport au nombre attendu. Il y a certainement un problème de communication », s'est inquiété le représentant du ministère, délégué dans ce centre.

Cependant, la direction de l'école qui abrite ce centre de vaccination a indiqué que parmi les étudiants et le personnel enseignant attendus, certains se sont déjà faits vacciner dans d'autres centres, douze étudiants ont été renvoyés pour des raisons de santé et d'autres encore pour le manque de pièces d'identité.

Notons que ceux qui ont reçu leur dose de vaccin ont lancé l'appel à tous les étudiants de se faire vacciner. « J'avais peur au départ à cause des vidéos qui circulent dans les réseaux sociaux contre ce vaccin. Mais, quinze minutes après avoir pris ma dose unique, je n'ai plus rien senti, tout va bien. Je demande à tous les amis qui hésitent encore de se faire vacciner pour notre sécurité », a invité Sarah, une étudiante d'Africa school of management and technologie. Elle a également avoué que deux membres de sa famille ont été testés positifs au coronavirus, un est succombé et l'autre (un médecin) est encore en quarantaine. C'est d'ailleurs sa motivation pour se faire vacciner.

Charlem Léa Itoua

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

ADIAC

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 | info@adiac.tv | 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso, Brazzaville - République du Congo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

SORTILÈGE DENT LONGUE	CONFLIT INNÉE	OBSTINÉE NÉGATION	CHARMEUR	CONFÈRE PASSIONNÉ	VELETTE ABRASIF
			RÉSULTAT COUTUMES		
PERMISSION LÉGENDE DU NÉPAL				POSSESSIF FACÈTE	
		VOLER CITADINE			
ESCAPADE LUSTREUR			VIELLE PEAU VF		ANIMAL À PINCES
			CONJONC- TION	MANÈ PATRIE D'ABRAHAM	
DÉMONS- TRATIF PÊCHE EN DESSERT	ALCOOLIQUE RÉGION VINICOLE				APÉRITIF
			CRI D'ARCH- MEDE MYSTÉ- RIEUSE		
IMMORTEL	TEMPS LIBRE SOUTERRAIN			COORDONNÉES BANCAIRES CIRQUE	
			NID D'ANGLE CONFES- SIONS		
GREFFE	AFFIRME HABILLE LE PETIT RAT			MATIÈRE PREMIÈRE DE LA BIÈRE	ÉLIMÉE
		SONGE		ACTIONNÉ SOLUTION	
D'EAU OU DE LAIT BRINDILLE			COLLATION FILET D'EAU		
		OUTIL DE MAÇON			
SOMPTUEUX				SAISON	

FLÉCHÉS 12x15 • N°19 • © FORTISSIMOTS 2006

• WORDOKU • GRILLE N°21 • MOYEN • • SUDOKU • GRILLE N°20 • DIFFICILE •

								O
A	I			E	O			D
O		S						U
	S			I		D		
	N	D		R		U		
	E		N			S		
E				D			S	
	O	E	A			R	D	
U								
A	S	E	I	U	N	O	R	D

		3	7					
2		4						
	6			4			2	3
3					2	5	4	
		5		1		6		
	2	7	4					1
1	9			7			5	
						7		8
						8	9	

• SOLUTION DE LA GRILLE N°21 •

D	E	S	A	U	N	R	O	I
A	I	U	R	E	O	S	D	N
O	R	N	S	D	I	A	E	U
U	S	A	O	I	E	D	N	R
I	N	O	D	S	R	E	U	A
R	D	E	U	N	A	I	S	O
E	A	R	N	O	D	U	I	S
S	O	I	E	A	U	N	R	D
N	U	D	I	R	S	O	A	E

• SOLUTION DE LA GRILLE N°20 •

8	1	3	7	2	9	4	6	5
2	5	4	8	3	6	1	7	9
7	6	9	5	4	1	8	2	3
3	8	1	9	6	2	5	4	7
9	4	5	3	1	7	6	8	2
6	2	7	4	8	5	3	9	1
1	9	8	6	7	3	2	5	4
5	3	6	2	9	4	7	1	8
4	7	2	1	5	8	9	3	6

M	L	T	S	I	S					
C	A	N	I	N	E	E	F	F	E	T
L	A	T	I	T	U	D	E	M	A	
Y	E	T	I	U	S	U	R	P	E	R
F	U	G	U	E	C	U	I	R		
C	I	R	E	R	E	T	T	I	C	
C	E	B	U	V	E	U	R			
M	E	L	B	A	E	U	R	E	K	A
L	O	I	S	I	R	R	I	B		
E	T	E	R	N	E	L	A	I	R	E
U	D	E	C	L	A	R	E			
E	N	T	E	R	E	V	E	M	U	
N	U	A	G	E	E	N	C	A	S	
F	E	T	U	T	R	U	E	L	L	E
L	U	X	U	E	U	X	E	T	E	

• SOLUTION DES MOTS CROISÉS • N°19

I	L	A	M	Y	C	H	A	P	P	U	I	S
II	U	R	E	E	U	S	A	S	N	A		
III	G	R	A	N	G	E	T	I	S	S	U	
IV	E	A	U	R	N	I	K	I	T			
V	S	D	F	C	O	N	T	I	N			
VI	P	R	O	I	S	A	U	C	U	N		
VII	I	S	E	U	T	E	G	A	R	E		
VIII	P	O	R	U	S	S	E	O	N			
IX	E	T	O	C	U	S	O	S	L	O		
X	C	Y	A	N	I	R	I	S	A	I		
XI	K	H	E	D	I	V	E	E	O	R		
XII	L	I	Z	E	R	O	U	X	O	S	E	

FORTISSIMOTS • MOTS CROISÉS • N°19

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												
XI												
XII												

HORIZONTALEMENT

I. Champion désigné porte-drapeau de l'équipe de France pour les JO d'hiver 2014. II. Un composant de l'urine. Abimas. Caprice d'enfant. III. Slalomeur qui fera partie de la délégation française. Etouffe. IV. Un ingrédient de base pour la neige de culture. Négation. A monter soi-même. V. Sans-abri. Patineur de vitesse français très prometteur. VI. Chapitre biblique. Pas un. VII. Blonde ou aux blanches mains. A quitté le droit chemin. VIII. Se jette dans l'Adriatique. Nationalité à l'honneur pour ces JO d'hiver 2014. IX. Se découvre à marée basse. Coutumes. A accueilli les JO d'hiver 1952. X. Couleur primaire. Diaprai. XI. Roi d'Egypte. Ça en fait, des belles médailles ! XII. Slalomeur qui fera partie de la délégation française. Tente le coup.

VERTICALEMENT

1. Discipline aux JO d'hiver. En snowboard, on n'en utilise que la moitié. Une discipline qui fut sport de démonstration aux JO d'Albertville. 2. Ville du Nord. Ville d'accueil des JO d'hiver 2014. 3. Une station de ski dans le Vercors. Demande d'écoute. 4. A cours au Japon. Biathlète français médaillé d'argent à Vancouver 2010. 5. Chemin de randonnée. Situé au milieu. Presque noir. 6. Fait avancer la bête. Césium. Appris. Sans doublage. 7. Champion. Théâtre nippon. Entre les roues. 8. Discipline aux JO d'hiver. 9. Lettre grecque. Exécuta. Bête de jeu. 10. Discipline aux JO d'hiver. 11. Sous-entend. A pour capitale Vientiane. 12. Discipline aux JO d'hiver. Une mer qui borde Sotchi.

N	I	X	E	S	A	G	E	P	D	J	I	N	N	C
I	G	E	L	L	I	U	O	G	R	A	G	R	G	M
L	O	R	R	H	E	R	T	S	N	O	M	O	E	C
E	E	U	I	U	Y	R	E	N	I	S	U	L	E	M
B	F	A	R	F	A	D	E	T	A	L	O	R	K	Q
O	L	T	E	L	F	T	R	I	E	G	B	O	G	Z
G	E	N	R	N	O	O	O	E	C	E	R	G	O	O
U	E	E	M	O	R	U	N	N	R	R	I	A	R	M
P	T	C	Y	C	L	O	P	E	I	E	O	A	G	B
S	P	H	I	N	X	L	C	G	R	M	I	S	O	I
Y	D	R	A	C	U	L	A	I	S	I	R	E	N	E
C	N	E	M	O	T	N	A	F	L	H	P	I	E	Y
H	O	B	B	I	T	N	A	E	G	C	A	M	E	E
E	N	I	D	N	O	G	A	R	D	N	A	T	A	S
A	G	A	N	Y	M	P	H	E	R	V	I	U	O	V

- | | | |
|------------|-----------|----------|
| CENTAURE | GORGONE | NYMPHE |
| CERBERE | GOULE | OGRE |
| CHIMERE | GRIFFON | ONDINE |
| CYCLOPE | HOBBIT | PEGASE |
| DJINN | HYDRE | PSYCHE |
| DRACULA | KORRIGAN | SATAN |
| DRAGON | LICORNE | SIRENE |
| ELFE | LOUP | SORCIERE |
| FANTOME | MELUSINE | SPHINX |
| FARFADET | MINOTAURE | TROLL |
| GARGANTUA | MONSTRE | VAMPIRE |
| GARGOUILLE | NAGA | VOUVRE |
| GEANT | NAIN | YETI |
| GOBELIN | NIXE | ZOMBIE |
| GOLEM | | |

MOTS MÊLÉS N°19 • © FORTISSIMOTS 2010

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS no 19

Le mot-mystère est : CROQUEMITAINE

AGRICULTURE

Brasco renforce son engagement à développer la filière riz au Congo

Les ingénieurs de l'Agence de coopération internationale japonaise (Jica) ont visité, le 14 octobre à Louvakou, dans le département du Niari, le site d'Agriresources, partenaire agricole des Brasseries du Congo (Brasco). L'objectif étant d'accompagner le développement de la filière de production de riz dans le pays.

La visite des ingénieurs de l'agence japonaise va favoriser la création d'un partenariat permettant d'accélérer le développement économique et social du pays grâce à leur expertise. « Cette importante initiative, dont Brasco est à l'origine, montre que le brasseur poursuit sur sa voie d'acteur engagé aux côtés du Congo pour mener à bien une transition agricole responsable », a indiqué François Gazania, directeur général des Brasseries du Congo.

L'une des priorités majeures de l'économie congolaise est aujourd'hui sa diversification, tant pour créer des emplois que pour assurer l'autosuffisance alimentaire du pays. Dans ce sens, le développement de cette nouvelle filière de production ne peut que susciter l'intérêt. A l'échelle du continent, le riz est la deuxième céréale la plus consommée après le maïs mais c'est l'Afrique de l'Ouest qui a fait figure de pionnière en étendant significativement ses surfaces rizicoles. Même s'il est cultivé dans quarante des cinquante-quatre pays du continent, la production ne couvre actuellement que 60% de la demande : l'accroissement de la production et le développement



Visite du site de Louvakou pour le développement de la filière riz DR

de la riziculture dans les autres régions du continent sont donc devenus une priorité.

Au Congo comme partout sur le continent, le brassage à base de céréales produites localement telles que le riz doit permettre de

diversifier les matières premières utilisées pour la production ; d'élargir l'approvisionnement céréalière et consolider la filière agricole. L'intérêt de l'initiative s'explique dans le sens où si Brasco est le dernier acteur de la chaîne

de production, c'est celle-ci tout entière qui pourra en bénéficier. Sur le plan économique, le recours au riz pour brasser la bière permettra d'accroître la demande et de structurer la filière de production congolaise. Sur le plan

social, le bénéfice pour les agriculteurs congolais serait conséquent : formation des cultivateurs, amélioration de leurs conditions de vie, hausse de la productivité agricole, facteur d'attractivité pour les investisseurs. Autant d'avantages qu'ils pourraient tirer du projet de Brasco.

Le brasseur n'en n'est pas à son coup d'essai puisque depuis le début de ses activités au Congo il y a près de 70 ans, il affiche sa volonté de s'investir dans le développement d'une chaîne de valeur responsable en soutenant l'écosystème agricole. Avec ses quatre sites, près d'un millier de collaborateurs et cinq cents agents sous-traitants répartis sur l'ensemble des sites, Brasco est devenu l'un des grands viviers d'emploi privé au Congo.

Le choix stratégique d'accélérer le développement d'une filière riz témoigne aussi de la volonté du brasseur de s'engager sur le long terme au Congo pour contribuer à sécuriser l'avenir économique du pays. Ce sont de tels partenaires dont le pays a besoin pour mener à bien sa transition agricole et parvenir à assurer l'autosuffisance alimentaire pour le bien-être de la population.

Rominique Makaya

« Cette importante initiative, dont Brasco est à l'origine, montre que le brasseur poursuit sur sa voie d'acteur engagé aux côtés du Congo pour mener à bien une transition agricole responsable »

MUSIQUE CLASSIQUE

Treize chansons pour convaincre le public

Le groupe Brazza Band, ensemble de cuivre des jeunes de Brazzaville, a donné un concert de musique classique au Centre culturel russe (CCR/ Maison russe). Il a suffi de l'interprétation de treize chansons par ce groupe pour mettre tout le monde d'accord.

Le concert donné par le groupe Brazza Band au CCR/Maison russe s'inscrit dans le cadre de la promotion du travail qu'il a effectué pendant six mois et celle du partenariat entre ce groupe et cette maison. En effet, six mois seulement après sa création par Armonie Serault Massamba, son chef d'orchestre, le groupe Brazza Band, constitué de vingt-trois jeunes musiciens brazzavillois dont l'âge varie entre 10 et 25 ans, a donné un concert classique dignement apprécié par les spectateurs hybrides (les Blancs, les expatriés, les Congolais, ...).

C'est par l'exécution de l'hymne national de la Fédération de Russie et la « Congolaise » de la République du Congo qu'a débuté le concert. Sitôt après, Armonie Serault Massamba et son groupe ont interprété « Katchoucha », un air russe avec un arrangement de Béni Bantsimba, chanté par Gaga. Puis ils ont enchaîné avec des titres « Spanich Dance », une composition de Peter Tchekoslavy Tchaïkovski ; « Alléluia le Messi », de Andel ; « Te Deum » de Eric Pourcher ; « Bérénice », une composition de Handel ; « Trepak From », une composition de Peter Tchaïkovski ; « Kalinka », un chant populaire Russe sous l'arrangement d'Armonie Massamba ; « Palouchka Polio », un chant populaire



La directrice du CCR annonçant le début du concert/Adiac

Russe sous l'arrangement d'Armonie Massamba ; « Malaïka », de William Fadhili sous l'arrangement de Ntoya Kapela ; « Heal The World », de Michael Jackson ; « Trumpet Tune », une composition de Purcel ; « Shein Jesus Shein ». Enfin, le concert a pris fin la chanson ontologique du feu général Makoumba Nzambi, intitulée

« Brazzaville », sous l'arrangement d'Armonie Serault Massamba. Pour Armonie Serault Massamba, le groupe Brazza Band a besoin d'une assistance pour son évolution. « Il nous faut un soutien de la part des autorités du pays et un soutien de la part des citoyens, parce que ce groupe est là pour aider les

jeunes, car la musique est un domaine qui peut offrir de l'emploi aux jeunes et précisément ceux qui sont dans notre groupe... Sur tout que ce groupe porte le nom de la ville capitale de notre pays, nous souhaitons être vraiment assistés par les personnes sensibles », a-t-il fait savoir.

S'agissant de la tenue de ce concert de musique classique et du choix du groupe Brazza Band, la directrice du CCR/Maison russe, Maria Fakhruddinova, a fait savoir que son centre est un espace où traditionnellement des jeunes talents peuvent s'exprimer. C'est le cas avec ce concert débutant donné par le groupe Brazza Band. « Nous sommes fiers qu'ils aient choisi notre espace pour le lancement. Le maestro Armonie Serault Massamba a fait un grand travail pour instruire les jeunes. C'est une bonne initiative car la musique forme la personnalité. Comme ça, les jeunes auront à consacrer leur temps au développement et ne le perdront pas en se baladant dans les rues. Ils développent leur goût, leurs talents et assurent leur place dans la société », a indiqué la directrice du CCR/Maison russe.

Elle a annoncé que le CCR/Maison russe va bientôt avoir un spectacle basé sur Dostoevskiy, ainsi que des spectacles pour les plus jeunes. Il y sera également lancé l'éducation comme jeux aux checks et les cours de peinture. Ainsi, les jeunes qui voudront bien intégrer le groupe n'ont qu'à contacter les responsables aux contacts suivants : 069785893/ 066837810.

Bruno Okokana